

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DEPARTEMENTALE DE CARRIERES

1358 Route de Burrenque
47160 Buzet-Sur-Baïse

Références : PV/CM/UbD24-47/2026-077
Code AIOT : 0005204261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement SOCIETE DEPARTEMENTALE DE CARRIERES implanté LD CAMPECH 47160 Buzet-sur-Baise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée suite à un épisode de crue ayant entraîné l'inondation des casiers de la carrière. L'exploitant est autorisé à pomper et rejeter les eaux d'inondation dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DEPARTEMENTALE DE CARRIERES
- LD CAMPECH 47160 Buzet-sur-Baise

- Code AIOT : 0005204261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Départementale des Carrières (SDC), appartenant au groupe Eurovia, exploite une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Buzet-sur-Baïse. Elle est titulaire d'une autorisation d'exploitation de carrière délivrée par arrêté préfectoral n°47-2019-12-20-003 du 20 décembre 2019, pour une superficie de 112 hectares dont 45 d'extension. L'autorisation porte sur une production maximale annuelle de 450 000 tonnes pour une durée de 15 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en oeuvre des opérations de pompage	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
4	Bilan	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle de la qualité des eaux rejetées	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3	Sans objet
3	Surveillance du milieu	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le site n'est pas doté d'une échelle limnimétrique, et que le rejet des eaux pompées donne lieu à un phénomène d'érosion sur une des berges de l'Avison.

Suite aux opérations de pompage et avant la transmission du rapport de visite, l'exploitant n'a pas transmis le bilan prévu accompagné de tous les résultats des analyses des eaux effectuées et du retour d'expérience desdites opérations.

Les demandes de justificatifs et d'actions correctives sont détaillées dans les fiches de constats ci-après. Les éléments de mise en conformité sont attendus sous un délai de 30 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en oeuvre des opérations de pompage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, risque naturel
Prescription contrôlée : <p>Suite à des périodes de pluviométrie exceptionnelles ou un événement de crue, un pompage des plans d'eau créés par l'extraction est autorisé afin d'accélérer le retour à des conditions d'exploitation acceptables.</p> <p>La crue doit être en phase décroissante et le niveau de l'eau est inférieur à la cote d'alerte « Vigicrue ».</p> <p><u>Caractéristiques des pompages et rejets autorisés :</u></p> <p>Le pompage depuis la zone d'extraction vers les cours d'eau « Baradasse Sud » et « Avison » doit strictement répondre aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le seuil de pompage est limité à 29,4 mètres NGF ; pour assurer la surveillance de ces opérations, l'exploitant dispose de façon permanente une échelle limnimétrique. Elle est solidement ancrée dans la gravière de telle sorte à ne pas être détruite lors des épisodes de crues ou lors de l'exploitation courante. Elle doit permettre de vérifier visiblement la limite des côtes de pompage autorisées. <p><i>Rejet Baradasse Sud :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Le pompage effectué ne peut excéder un débit de rejet supérieur à 1200 m³/h pour le cours d'eau « Baradasse Sud ».• Le rejet s'effectue via une canalisation enterrée (diamètre 600 mm) reliant le plan d'eau Sud et la Baradasse Sud• Le point de rejet est aménagé afin d'éviter l'érosion des berges : présence d'enrochement (ou végétalisation) de part et d'autre du cours d'eau au point de rejet. <p><i>Rejet Avison :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Le pompage effectué ne peut excéder un débit de rejet supérieur à 800 m³/h pour le cours d'eau « Avison ».• Le rejet est effectué en aval de la RD642 avec la pose de deux conduites hydrauliques (diamètre 250 mm). La pose de cette conduite est réalisée avec l'accord du gestionnaire de voirie. Cet accord est transmis à l'inspection des installations avant toute opération.

Mesures de suivi des opérations:

Toute opération de pompage doit faire l'objet d'une surveillance adaptée permettant de prévenir de tout inconvénient vis-à-vis du milieu, des personnes et des biens. Tout événement contraire au respect des exigences précitées se traduit par l'arrêt immédiat des opérations en cours.

[...]

- Après le démarrage des opérations de pompage, le linéaire concerné est contrôlé afin de vérifier l'absence de débordement (fréquence journalière). En cas d'anomalie constatée, le pompage est stoppé. A noter que si le débordement concerne l'Avison, le chef de carrière de DSL est également averti afin qu'il puisse également stopper ses opérations de rejets.
- L'exploitant doit tenir un registre assurant la traçabilité des opérations de pompage ainsi réalisées en reportant les éléments d'appréciation pertinents (dates de début et de fin des opérations de pompage, débits rejetés ; date et heure de l'arrêt des opérations, en fin d'opération calcul du volume total rejeté au milieu naturel, photographies, résultat de la surveillance effectuée).

Constats :

L'inspecteur constate que l'exploitant procède au pompage des eaux. La crue est en phase décroissante et le niveau de l'eau est inférieur à la cote d'alerte « Vigicrue ».

Un seul point de rejet est utilisé, dans le cours d'eau l'Avison. La pompe utilisée a une capacité de 800m³/h. Suite à la visite, l'exploitant a transmis le calcul de la HMT (Hauteur Manométrique Totale), lequel indique que le débit du rejet est de 720m³/h.

L'exploitant présente les photographies réalisées lors du contrôle du linéaire, ainsi que son "registre suivi pompage (Avison)" dûment renseigné.

Le site n'est pas doté d'une échelle limnimétrique. L'exploitant déclare faire procéder à un relevé par un géomètre avant et après les opérations de pompage.

Au point de rejet, une érosion de la berge de l'Avison est constatée sur une longueur d'environ 1 mètre. Cette érosion est liée à la direction du jet en sortie de canalisation. L'exploitant déclare qu'il protégera la berge sans délai à l'aide d'un pan de tapis de convoyage de matériaux. Il n'a pas justifié sa mise en œuvre suite à la visite d'inspection.

Il est indiqué à l'exploitant que toute opération curative apportée à ce désordre est susceptible de relever de la réglementation applicable aux cours d'eau. Aussi est-il invité à se rapprocher pour information du service de la police de l'eau de la DDT du Lot et Garonne.

Ces faits constituent des non-conformité à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. L'inspection demande à l'exploitant de démontrer sa capacité à respecter la cote minimale de pompage de 29,4 mètres NGF et à surveiller les opérations :

- SOIT en installant une échelle limnimétrique conformément aux dispositions de l'article 2 de

l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 ;
- SOIT en portant à la connaissance de Monsieur le préfet une méthodologie alternative de mesure et de surveillance offrant toutes les garanties de fiabilité.
Dans tous les cas, il transmet les relevés géomètre effectués avant et après les opérations de pompage liées à cet épisode de crue.

2. L'inspection demande en outre la formalisation d'une procédure d'installation des exutoires de pompage prévenant tout désordre au milieu récepteur, dont l'érosion des berges.

Les éléments de mise en conformité sont transmis dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Contrôle de la qualité des eaux rejetées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue un contrôle hebdomadaire de la qualité des eaux rejetées au pont de rejet sur les paramètres dont un avant le début des premiers rejets :

- pH,
- Température,
- Demande chimique en oxygène,
- Hydrocarbures
- Matières en suspension totale

Les eaux rejetées respectent les valeurs limites d'émission suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101)
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

L'exploitant déclare avoir fait procéder à des prélèvements au point de rejet le 02/02/2026, avant le pompage, puis les 4 et 10 février.

Il présente les résultats attestant le premier prélèvement effectué.

<p>L'inspecteur demande la transmission des résultats des mesures effectuées hebdomadairement pendant la durée des opérations de pompage, et ce par le biais du bilan prévu au point de contrôle N°4 du présent rapport de visite d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance du milieu

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets dans l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder à un contrôle de la qualité des eaux du milieu récepteur (Baradasse Sud ou Avison).</p> <p>Pour cela, il aménage des points de prélèvement en amont et en aval du point de rejets, à une distance telle qu'il y ait un bon mélange des effluents avec les eaux du milieu naturel.</p> <p>Sur ces deux points il procède à la mesure des matières en suspension totales (MEST) (norme NF T 90 105). Le rejet n'induit pas un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension.</p> <p>De plus ,la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le bilan mentionné à l'article [5]. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées sans délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'analyse de la qualité des eaux du milieu récepteur effectuée la semaine précédant la visite, laquelle fait l'objet du rapport n°AR-26-LK-041-586-01 du 20/03/2026. Les valeurs rapportées sont conformes.</p> <p>L'inspection demande la transmission des résultats des analyses dans le bilan prévu au point de contrôle n°4.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Bilan

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, information à l'inspection</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés. À la fin des opérations, le bilan des mesures est transmis à l'inspection en charge des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'inspecteur demande à l'exploitant la transmission du bilan à la fin des opérations, lequel intègre le retour d'expérience de l'érosion causée à la berge de l'Avison.</p> <p>Suite à l'inspection, et avant la transmission du rapport d'inspection, le bilan des opérations n'a pas été transmis.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande la transmission du bilan des opérations de pompage, avec tous les résultats des analyses effectuées ainsi que la formalisation du retour d'expérience de l'érosion causée par le rejet, et ce dans un délai de 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>